

Taubira, ta loi...

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 07 octobre 2016

Qui ne veut pas de la loi Taubira ? Qui ne veut vraiment pas de la loi Taubira ? Qui combat frontalement cette loi de destructuration de la société, la pire des lois dites « sociétales » depuis la loi sur l'avortement ? Qui affiche sa détermination publiquement, sans crainte, sans faux-semblant, sans calcul ? Qui résiste vraiment à cette loi ?

Tout laisse à craindre que le scénario de 1974 pour l'avortement se rejoue actuellement pour le « mariage » homosexuel. Car enfin, que s'est-il passé en 1974 ? Un gouvernement de droite, contre l'avis majoritaire de son électorat, a fait passer une loi légalisant la mort des plus petits. Majoritairement, la société civile en général, et les autorités morales et religieuses de l'époque en particulier, se sont murées dans un silence assourdissant. Il ne fallait pas blesser ou ostraciser, il fallait être généreux et compréhensif, il fallait aider et non condamner, il fallait, il fallait, il fallait...

Le résultat de cette stratégie est effrayant : plus de 8 000 000 d'avortements en quarante ans environ, une loi entrée par effraction des consciences dans les mœurs, une loi désormais intouchable.

Que se passe-t-il en 2013 ? Le projet Taubira engendre des manifestations monstres de protestations : la loi est votée, le combat est provisoirement perdu. Non, disent certains, puisqu'il a fait émerger une France résistante ! Cet argument est évidemment vain : le combat contre le projet de loi Taubira a bel et bien été perdu, puisque la loi a été votée ! Le combat doit donc continuer, puisque seule la première bataille a été perdue. Pourtant, insidieusement, subrepticement, en triste copie du scénario de 1974 et des années suivantes, la loi Taubira entre peu à peu dans les mœurs, la classe politique de gauche comme de droite la plébiscite à quelques rares exceptions près, et la société civile, incluant les autorités morales et religieuses, recule de mois en mois : il ne faut pas blesser et ostraciser, il faut être généreux et compréhensif, il faut aider et non condamner, il faut ne pas être homophobe, il faut, il faut, il faut...admettre finalement la loi.

Il faut, tout simplement, lutter avec la dernière énergie pour que la loi funeste soit abrogée. Les manifestants du 16 octobre attendent que cela soit dit explicitement. Pourtant, l'appel officiel à la manifestation, consultable sur le site LMPT, n'en dit pas un mot, et *le collectif On Ne Lâche Rien*, dont l'unique objet est l'abrogation de la loi, s'est vu refuser la tribune pour le dire. Tout cela à quelques semaines de primaires qui auraient pu être bousculées par ce sujet majeur ! La mission – et l'honneur – du *collectif On Ne Lâche Rien* est d'agir pour que tous les résistants de 2013 poursuivent inlassablement, tout au long de la période électorale qui s'ouvre, le combat fondamental de l'abrogation. Le seul combat définitivement perdu est celui qu'on abandonne !

François Billot de Lochner

Président de la Fondation de Service politique,

de Liberté politique, et de France Audace.

NB : une éclairante dernière minute :

Sens commun émane de LMPT, et s'est rallié à François Fillon.

Ce dernier vient de déclarer :

"Je ne reviendrai pas sur la notion de mariage pour tous. Je considère que la société doit reconnaître l'amour homosexuel"... "Jamais je ne reviendrai sur l'avortement parce que la société française est majoritairement favorable à l'avortement et qu'il n'est pas question de revenir dessus".

La triste clarté des propos tenus est à saluer...